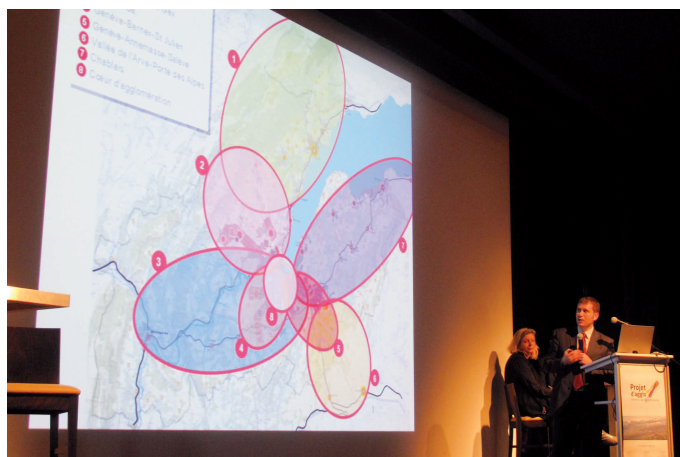


Projet d'agglo

franco-valdo-genevois



Réunion d'information PACA

Compte-rendu
Projet d'agglomération
2^e génération

Vendredi 2 décembre 2011

Sommaire

| | |
|--|-------------------|
| Introduction : dernière ligne droite avant juin 2012 | <i>P.3</i> |
| Présentations : avancement du Projet 2^e génération | <i>P.4</i> |
| Un débat animé : questions et prises de position | <i>P.6</i> |
| Conclusion | <i>P.8</i> |
| Sigles utilisés | <i>P.8</i> |

.....

A six mois du dépôt du Projet d'agglomération franco-valdo-genevois de 2^e génération, environ 150 acteurs politiques et techniques des PACA (Périmètres d'aménagement coordonné d'agglomération) se sont réunis à Genève, au Théâtre de l'Espérance. L'équipe Projet a présenté l'état d'avancement de la réflexion et, tout particulièrement, le cadre de discussion des mesures qui seront proposées aux PACA en janvier 2012. L'échéance de juin 2012 se rapprochant, les débats ont pris un tour plus pressant, voire témoigné de certaines inquiétudes.

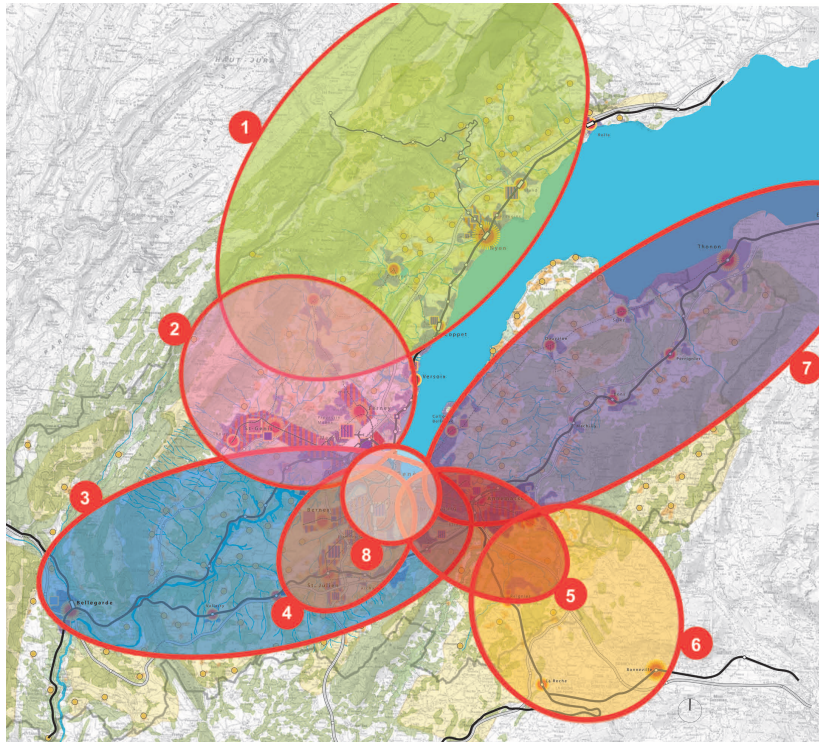
> Introduction : dernière ligne droite avant juin 2012

Bernard Gaud, président de l'ARC syndicat mixte et co-président du Projet d'agglomération, a accueilli les participants en lieu et place de son collègue genevois, le conseiller d'État Mark Muller, retenu par des obligations protocolaires. Il a salué la forte participation des acteurs des comités de pilotage (Copil) et des groupes d'appui (Grad) français, genevois et vaudois des PACA, porteurs du Projet qui ont fait des pas de géant dans la réflexion à l'échelon de sous-territoires de l'agglomération. La réunion du jour en restituait la première synthèse générale.

Avant de passer la parole à l'équipe du Projet, Bernard Gaud a tenu à insister sur le caractère profondément politique de la démarche. «La politique, c'est construire ensemble, a-t-il souligné. Nous sommes tous dans le même bateau. Contre les doutes ou les découragements, voilà le message qu'il faut porter avec vigueur et conviction. Soyons porteurs de l'avenir de notre région, l'agglomération transfrontalière».

> Présentations : avancement du Projet 2^e génération

Les trois chefs français, genevois et vaudois du Projet d'agglomération et leurs collaborateurs se sont succédés pour présenter l'état d'avancement du Projet 2^e génération. La présentation Powerpoint est téléchargeable sur www.projet-agglo.org, rubrique Documentation et média / Démarche participative.



Les PACA :

- | | |
|---------------------------|------------------------------------|
| 1 Genève/Rolle | 5 Genève/Annemasse/Salève |
| 2 Genève/St-Genis/Gex | 6 Vallée de l'Arve/Porte des Alpes |
| 3 Bellegarde | 7 Chablais |
| 4 Genève/Bernex/St-Julien | 8 Cœur d'agglomération |

Frédéric Bessat, chef du Projet pour l'ARC syndicat mixte, a dressé un rapide bilan des démarches réalisées depuis la signature du Projet d'agglomération 1^{re} génération en décembre 2007.

Il a présenté un rapide panorama des grandes orientations des 7 PACA, qui témoigne de la consistance et de la cohérence des résultats obtenus.

Philippe Steiner, chef du Projet pour le Canton de Genève, a rappelé le cadre très précis fixé par la Confédération pour la présentation du Projet 2012. Dans la droite ligne du Projet 2007, la vision générale est résumée par deux groupes d'adjectifs : l'agglomération franco-valdo-genevoise entend être « multipolaire, compacte et verte », mais aussi « solidaire, dynamique et efficace ». Les bases du

Schéma d'agglomération sont également confirmées : en particulier, la croissance démographique devra être absorbée pour 50 % par le canton de Genève, pour 50 % par la couronne française et le district de Nyon ; et 30 % des nouveaux emplois s'implanteront côté France. Les partenaires multiplient les efforts pour que ces objectifs ambitieux soient bel et bien respectés.

.....

Sandra Mollier, de l'équipe Projet, a brossé à grands traits les contenus du Plan paysage de 2^e génération, en quatre volets :

- > la prééminence de la charpente paysagère sur l'urbanisation : topographie, eaux, massifs forestiers et espaces agricoles ;
- > le maillage vert qui connecte tous les espaces de l'agglomération, libres et bâtis ;
- > les contrats de corridors biologiques, dont deux sont d'ores et déjà en cours de mise en œuvre ;

Jean-Baptiste Ferey, de l'équipe Projet, a résumé l'état des réflexions sur les enjeux de mobilité. Que ce soit pour les transports publics, les transports individuels motorisés ou les mobilités douces, il a reparcouru l'évolution des concepts, en partant du Schéma d'agglomération 2007, en passant par le changement d'échelle des PACA et en aboutissant aux mesures du Schéma 2012, à l'horizon 2030 et au-delà. Des zooms lui ont permis de résumer les principes

Frédéric Bessat a conclu les présentations en insistant sur la fonction essentielle des PACA, comme relais de gouvernance entre l'échelon de l'ensemble de l'agglomération transfrontalière et les maîtres d'ouvrage locaux de mise en œuvre du Projet. Il a

- > le projet agricole d'agglomération dont les acteurs, les démarches et les financements sont identifiés et engagés ;
- > les autres aspects de l'environnement : eaux ; matériaux et déchets ; énergie, climat et qualité de l'air (y compris un plan Schéma de cohérence climat, énergie, qualité de l'air territorial SC²ET en cours d'élaboration).

adoptés dans chaque secteur de l'agglomération. Sur les mesures proprement dites, il a expliqué la délicate mécanique des critères d'examen de la Confédération, les ordres de grandeur des enveloppes financières que l'agglomération peut raisonnablement solliciter et la méthode utilisée pour sélectionner les mesures (en cours). Cette présentation générale résumait dans les grandes lignes les présentations détaillées qui seront faites aux Copil des PACA en janvier 2012.

donné le calendrier des rencontres avec les PACA en janvier 2012, sachant que les arbitrages sont prévus en mars, la validation en avril et la signature du Projet 2^e génération fin juin 2012.

> Un débat animé : questions et prises de position

Gérald Cretegny, président du Conseil régional du District de Nyon, a craint qu'une distance importante ne sépare le Projet d'agglomération des communes qui, dans le canton de Vaud comme en France, sont les principaux acteurs de mise en oeuvre. Pour rattraper les retards d'infrastructures pris sur le développement de la population et des emplois, le district de Nyon a engagé deux démarches opérationnelles :

- > un plan d'investissement régional porte sur 60 projets structurants, à hauteur de 650 millions de francs suisses, dont 350 à charge des communes : bien engagé, il devrait être adopté courant 2012 ;
- > une Société foncière de la région nyonnaise (SOFREN SA) a été créée en 2010, au service d'actions foncières publiques pour l'implantation d'équipements.

Robert Borrel, intervenant en tant que vice-président de l'agglomération d'Annemasse, a salué les efforts accomplis par les élus, les techniciens et la société civile pour échanger des idées et formuler des projets. Mais il a estimé qu'il était grand temps de toucher l'opinion sur la base de réalisations concrètes, de chantiers, de coups de pioche. Or il a exprimé ses craintes que, sur ce plan, des processus clés soient aujourd'hui en panne. Il a pris pour exemple le CEVA

côté France, mais aussi le tramway d'Annemasse, pour lequel Annemasse Agglo a engagé des frais considérables (collaborateurs, bureaux d'études, etc.), mais dont le financement est toujours imprécis (rétrocession, fonds, compétences du GLCT, etc.) : « le jour où nous présenterons le projet de tramway au Conseil communautaire, a-t-il conclu, il nous faudra des certitudes sur le financement ».

Guy Larmanjat, vice-président du Conseil général de l'Ain, délégué au tourisme et aux affaires européennes et transfrontalières, a dénoncé l'écart existant entre les objectifs affichés (50 % des nouveaux logements côté Genève et 30 % des nouveaux emplois côté France) et les évolutions observées (plus de 4'000 logements construits par an côté France contre moins de 1'500 dans le canton de Genève, plus de 33'000 emplois côté Suisse contre

seulement 6'000 de plus côté France). Il préférerait que soit affiché ce qui peut être effectivement réalisé. Pour cela il a émis deux propositions :

- > inviter la commission logement du CRFG à se réunir deux fois par an ;
- > renforcer l'appropriation citoyenne en mettant en place une association société civile (à la manière des Comités CDDRA, par exemple).

Bernard Gaud a abondé dans ce sens. Évoquant la votation en faveur de l'urbanisation des Cherpines, mais aussi le récent refus populaire d'un projet de 200 logements à Chêne-Bougeries. Il a estimé que la dynamique du projet ne pourrait fonctionner que

si l'engagement pour le logement était pleinement assumé côté Genève. Par ailleurs, l'idée d'un Forum d'agglomération, engagée en 2007, n'a pas été mise en oeuvre et mériterait d'être relancée.

François Meylan, maire de Ferney-Voltaire, a également regretté que la convergence transfrontalière se fasse sur l'environnement et les transports, mais non sur le logement et sur l'emploi. Il a également constaté un certain déficit démocratique (l'agglo, un

« machin » pour quelques acteurs). Engagé dans le Projet stratégique de développement (PSD) de Grand-Saconnex/Fernex/Voltaire, il a témoigné de difficultés de mise en oeuvre, comme l'absence de l'aéroport dans le processus.

.....

Bernard Gaud en a convenu, tout en soulignant le ralliement récent des acteurs économiques à la dynamique du Projet d'agglomération, dont témoigne notamment la publication d'une brochure CCIG-

BCGE intitulée «le Grand Genève» (novembre 2011). Au reste, les perspectives d'extension de l'aéroport devraient être précisées avec son principal actionnaire, l'État de Genève.

Gérard Pehaut, sous-préfet de Saint-Julien-en-Genevois, a rappelé que l'agglomération jouit d'une prospérité économique que beaucoup lui envie. Dans cette mesure, et sur la base de l'accord général réalisé pour la création d'un GLCT (en cours de validation par les partenaires), les questions de

financement ne doivent pas, selon lui, susciter trop d'inquiétudes – même si, début 2012, le contexte des élections présidentielles en France ne favorisera pas les décisions. Il a conclu en soulignant l'importance de la mobilité, les modes de déplacement touchant les populations dans leurs habitudes quotidiennes.

Christian Dupessey, maire d'Annemasse, conseiller régional Rhône-Alpes, a applaudi au travail présenté, notamment au renforcement de l'ossature ferroviaire («un vrai choix») et à l'approfondissement à l'échelon des PACA. Mais il a regretté que les considérations d'aménagement du territoire éclipsent les politiques de service, qui touchent directement la société civile. D'autre part,

l'adhésion au Projet a été élargie avec les démarches des PACA : il faut approfondir cette démocratisation, estime-t-il, sous peine de voir se multiplier les oppositions. Même chose pour la gouvernance : le GLCT est construit comme un exécutif, mais l'exécutif de quel délibératif ? Il faut un lieu, conclut-il, où les élus puissent débattre des « sujets qui fâchent ».

Bernard Gaud a rappelé que les politiques de service n'étaient pas à l'ordre du jour de cette réunion, et qu'un «Forum transfrontalier de la société civile»

était organisé le lendemain, samedi 3 décembre à Genève.

Christine Franquet, première adjointe de Ferney-Voltaire, a invité les personnes présentes à la

réunion d'information à participer à ce Forum et s'est interrogée sur le traitement de la question de l'énergie.

Bernard Gaud a informé de l'insuccès d'une démarche de « Plan énergie climat » allant dans ce sens, qui n'a pas obtenu le soutien de l'ADEME en 2010, et son remplacement par une démarche SC²ET, en cours. Il a rappelé que juin 2012 ne serait qu'une étape

de présentation de demandes de cofinancement à la Confédération, mais qu'elle n'épuiserait pas la totalité des contenus et des programmes du Projet d'agglomération, qui continueront au-delà.

Christophe Mayet, conseiller communautaire de la Communauté de communes du Pays Bellegardien, a témoigné que le bassin de vie transfrontalier était

une réalité vécue par ses habitants, alors que la gouvernance était compliquée et mal identifiée par les citoyens.

Jacques Charmot, président du Conseil local de développement du Genevois français, a également attesté de la réalité d'une société civile

transfrontalière, qui est toujours présente lorsqu'on la sollicite.

Martine Roset, conseillère administrative de Satigny, a insisté sur l'importance de maintenir la

qualité de de vie. Il faut à cet égard, a-t-elle estimé, rassurer la société civile.

Bernard Gaud a convenu de l'importance de l'écrin magnifique que constitue le cadre de vie de l'agglomération et de la nécessité d'une attitude

parcimonieuse dans la consommation des ressources ; mais à condition de ne pas en tirer d'argument pour préconiser une « décroissance ».

> Conclusion : porter la parole de l'agglomération transfrontalière

En conclusion, Gérald Cretegny a exhorté les participants, élus, techniciens et représentants de la société civile des PACA, à porter la parole de l'agglomération transfrontalière dans tous les lieux où

il leur arrive d'intervenir. « Si nous voulons maîtriser notre développement, en choisir les conditions-cadres et préserver notre qualité de vie, a-t-il conclu, nous devons travailler ensemble ».

Sigles utilisés

| | |
|----------------------|--|
| ARC : | syndicat mixte de l'Assemblée régionale de coopération du Genevois |
| BCGE : | Banque cantonale de Genève |
| CDDRA : | Contrat de développement durable de la Région Rhône-Alpes |
| CCIG : | Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève |
| CEVA : | liaison ferroviaire Cornavin–Eaux-Vives–Annemasse |
| COFIL : | Comité de pilotage |
| CRFG : | Comité régional franco-genevois |
| GLCT : | Groupement local de coopération transfrontalière |
| GRAD : | Groupe des administrations |
| PACA : | Périmètre d'aménagement coordonné d'agglomération |
| PSD : | Projet stratégique de développement |
| SC ² ET : | Schéma de cohérence climat, énergie, qualité de l'air territorial |
| SOFREN : | Société foncière de la région yonnaise |

> Toutes les informations sur les études localisées du Projet d'agglomération franco-valdo-genevois sont disponibles sur : www.projet-agglo.org



Projet d'agglo
franco-valdo-genevois

CRFG, Région Rhône-Alpes, Département de Genève, Interreg, Rhône-Alpes, ARO, Région yonnaise, NTON, aCG, Région de la Savoie, Région de la Haute-Savoie, Région de la Vallée d'Aoste, Région de la Vallée d'Aoste

Compte-rendu de la réunion d'information PACA, 2 décembre 2011
Rédaction : Richard Quincerot (Genève)
Mise en page : Porteur d'image (Annecy)

Coordonnées : Projet d'agglomération
Clos Babuty - 27 rue Jean Jaurès - F-74100 Ambilly
info@projet-agglo.org - www.projet-agglo.org